



Assemblée générale

Distr. générale
23 décembre 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session
Point 133 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Gert Auväärt (Estonie)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 18 septembre 2015, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-dixième session la question intitulée « Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 » et de la renvoyer à la Cinquième Commission.
2. La Cinquième Commission a examiné la question à ses 2^e, 10^e, 21^e et 23^e séances, les 9 et 27 octobre et les 16 et 23 décembre 2015. Les déclarations et observations faites au cours des débats sont consignées dans les comptes rendus analytiques correspondants¹.
3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :

Bureau des Nations Unies pour les partenariats

- a) Rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies pour les partenariats (A/70/202);

Plan-cadre d'équipement

- b) Treizième rapport annuel du Secrétaire général sur l'état d'avancement de l'exécution du plan-cadre d'équipement (A/70/343);
- c) Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le plan-cadre d'équipement pour l'année se terminant le 31 décembre 2014 [A/70/5 (Vol. V)];
- d) Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports sur

¹ A/C.5/70/SR.2, A/C.5/70/SR.10, A/C.5/70/SR.21 et A/C.5/70/SR.23.



l'Organisation des Nations Unies et le plan-cadre d'équipement pour l'année terminée le 31 décembre 2014 (A/70/338 et Corr.1);

e) Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/70/441);

Deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015

f) Deuxième rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 (A/70/557);

g) Rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/70/619).

II. Examen de projets de résolution et de décision

A. Bureau des Nations Unies pour les partenariats

4. La Commission a examiné cette question à sa 2^e séance, le 9 octobre. À cette séance, le Président du Comité a présenté oralement un projet de décision intitulé « Bureau des Nations Unies pour les partenariats ».

5. À la même séance, la Commission a adopté le projet de décision sans le mettre aux voix (voir par. 11).

B. Plan-cadre d'équipement

6. À sa 21^e séance, le 16 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Plan-cadre d'équipement » (A/C.5/70/L.9), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant d'Israël et Vice-Président de la Commission.

7. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/70/L.9 sans le mettre aux voix (voir par. 10, projet de résolution I).

C. Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015

8. À sa 23^e séance, le 23 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 » (A/C.5/70/L.10), déposé par son président à l'issue de consultations coordonnées par le représentant de l'Irlande.

9. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/70/L.10 sans le mettre aux voix (voir par. 10, projet de résolution II).

III. Recommandations de la Cinquième Commission

10. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution suivants :

Projet de résolution I **Plan-cadre d'équipement**

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 54/249 du 23 décembre 1999, 55/238 du 23 décembre 2000, 56/234 et 56/236 du 24 décembre 2001 et 56/286 du 27 juin 2002, la section II de sa résolution 57/292 du 20 décembre 2002, sa résolution 59/295 du 22 juin 2005, la section II de sa résolution 60/248 du 23 décembre 2005, ses résolutions 60/256 du 8 mai 2006, 60/282 du 30 juin 2006, 61/251 du 22 décembre 2006, 62/87 du 10 décembre 2007, 63/270 du 7 avril 2009, 64/228 du 22 décembre 2009 et 65/269 du 4 avril 2011, la section III de sa résolution 66/258 du 9 avril 2012, la section V de sa résolution 67/246 du 24 décembre 2012, la section IV de sa résolution 68/247 A du 27 décembre 2013, la section VII de sa résolution 68/247 B du 9 avril 2014 et la section VIII de sa résolution 69/274 A du 2 avril 2015, ainsi que ses décisions 58/566 du 8 avril 2004, 65/543 du 24 décembre 2010 et 66/555 du 24 décembre 2011,

Ayant examiné le treizième rapport annuel du Secrétaire général¹, le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur le plan-cadre d'équipement pour l'année terminée le 31 décembre 2014², le rapport du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur le plan-cadre d'équipement pour l'année terminée le 31 décembre 2014³ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires⁴,

1. *Prend acte* du treizième rapport annuel du Secrétaire général¹, du rapport du Comité des commissaires aux comptes² et du rapport du Secrétaire général sur la suite donnée aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes³;
2. *Fait siennes* les conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport⁴;
3. *Accepte* le rapport du Comité des commissaires aux comptes;
4. *Approuve* les recommandations que le Comité des commissaires aux comptes a formulées dans ledit rapport;
5. *Souligne* que le Gouvernement du pays hôte a un rôle particulier à jouer pour ce qui est de l'appui à fournir au Siège de l'Organisation à New York;

¹ A/70/343.

² *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-dixième session, Supplément n° 5 (A/70/5), vol. V.*

³ A/70/338 et Corr.1, sect. III.

⁴ A/70/441.

6. *Note* que les pays hôtes tirent des avantages, notamment économiques, de la présence de l'Organisation, et qu'ils supportent également des coûts;

7. *Rappelle* le paragraphe 10 de la section VIII de sa résolution 69/274 A, note avec préoccupation que la démolition du bâtiment temporaire de la pelouse nord, prévue au cahier des charges du plan-cadre d'équipement, a encore été retardée, et prie le Secrétaire général de veiller à ce que les travaux de démontage et de démolition du bâtiment soient menés à bien sans plus tarder, et de lui rendre compte à ce sujet dans son prochain rapport annuel;

8. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que la valeur commémorative de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld soit préservée;

9. *Réaffirme* qu'elle est déterminée à ce que la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et l'annexe sud soient rénovées et prie le Secrétaire général de lui présenter selon les procédures établies, pour examen et approbation, des propositions de projets de rénovation de ces deux bâtiments distincts du plan-cadre d'équipement;

10. *Rappelle* le paragraphe 12 de la section IV de sa résolution 68/247 A et prie à nouveau le Secrétaire général de poursuivre ses échanges de haut niveau avec la ville hôte en vue de régler les problèmes de sécurité relatifs aux bâtiments de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et de l'annexe sud et de lui faire rapport à ce sujet dans son quatorzième rapport annuel;

11. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que la procédure de passation des marchés aboutisse rapidement et que les travaux d'amélioration des conditions de sécurité devant être effectués dans la 42^e et la 48^e Rue soient achevés avant la fin de 2016;

12. *Déplore* que des données sur la consommation d'eau et d'énergie antérieure à l'exécution du plan-cadre d'équipement n'aient pas été fournies, ce qui empêche la quantification des gains réalisés, et demande au Secrétaire général de lui présenter, dans son quatorzième rapport annuel, des données sur la consommation actuelle et sur les schémas de consommation antérieurs à l'exécution du projet;

13. *Note* que les activités postérieures à la rénovation ont été confiées au Bureau des services centraux d'appui du Département de la gestion du Secrétariat et prie le Secrétaire général de veiller à ce que des mécanismes de responsabilité appropriés et des lignes hiérarchiques claires soient en place après la fermeture du Bureau chargé du plan-cadre d'équipement, et de lui rendre compte à ce sujet dans son quatorzième rapport annuel;

14. *Prie* le Secrétaire général de veiller à ce que les dernières activités soient financées au moyen des ressources déjà prévues pour le plan-cadre d'équipement;

15. *Prie également* le Secrétaire général de veiller à ce que les augmentations par rapport aux coûts prévus soient aussi réduites que possible, et de lui fournir des renseignements détaillés et exhaustifs sur la question dans son prochain rapport;

16. *Prie en outre* le Secrétaire général de présenter dans son quatorzième rapport annuel des informations actualisées concernant le montant des dernières dépenses et des derniers engagements de dépenses et décaissements afférents au projet, le détail des ressources nécessaires pour les activités restant à exécuter

jusqu'à l'achèvement du projet et les économies qui pourraient résulter de la clôture des contrats;

17. *Demande* au Secrétaire général d'accélérer l'exécution des activités restantes, ainsi que la clôture définitive des comptes du projet;

18. *Prie à nouveau* le Comité consultatif de demander au Comité des commissaires aux comptes de continuer de présenter chaque année un rapport sur le plan-cadre d'équipement, notamment sur les dernières activités à exécuter, jusqu'à la clôture définitive des comptes;

19. *Rappelle* le paragraphe 18 du rapport du Comité consultatif et prie le Secrétaire général de lui communiquer des données sur les avantages quantifiables qui découleraient de l'exécution du plan-cadre d'équipement;

20. *Note* que des directives pour la gestion des projets de construction de l'Organisation seront bientôt publiées et engage le Secrétaire général à tenir compte de toutes les recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif à ce sujet, selon qu'il conviendra;

21. *Prie* le Comité consultatif de demander au Comité des commissaires aux comptes de mettre à jour, s'il y a lieu, son document sur les enseignements tirés du plan-cadre d'équipement, et de l'annexer à son prochain rapport sur le plan-cadre d'équipement.

Projet de résolution II Budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015

A Montant définitif des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2014-2015

L'Assemblée générale

1. *Prend acte* du second rapport du Secrétaire général sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015¹ et souscrit aux conclusions et recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées dans son rapport correspondant²;

2. *Décide* ce qui suit pour l'exercice biennal 2014-2015 :

a) Le crédit de 5 831 919 300 dollars des États-Unis qu'elle a ouvert par ses résolutions 69/263 A du 29 décembre 2014 et 69/274 A du 2 avril 2015 et 69/274 B du 25 juin 2015 est réduit de 23 353 800 dollars, répartis comme suit :

		Montant approuvé dans les résolutions 69/263 A, 69/274 A et 69/274 B	Augmentation/(diminution)	Montant définitif des crédits
Chapitre		(dollars É.-U.)		
	Titre I. <i>Politique, direction et coordination d'ensemble</i>			
1	Politique, direction et coordination d'ensemble	119 229 300	(1 126 100)	118 103 200
2	Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	673 510 200	(13 398 800)	660 111 400
Total partiel, titre I		792 739 500	(14 524 900)	778 214 600
	Titre II. <i>Affaires politiques</i>			
3	Affaires politiques	1 305 790 200	(14 982 300)	1 290 807 900
4	Désarmement	25 379 700	2 329 600	27 709 300
5	Opérations de maintien de la paix	113 818 500	(3 795 700)	110 022 800
6	Utilisations pacifiques de l'espace	8 159 600	(135 000)	8 024 600
Total partiel, titre II		1 453 148 000	(16 583 400)	1 436 564 600

¹ A/70/557.

² A/70/619.

		Montant approuvé dans les résolutions 69/263 A, 69/274 A et 69/274 B	Augmentation/(diminution)	Montant définitif des crédits
Chapitre		(dollars É.-U.)		
Titre III. Justice internationale et droit international				
7	Cour internationale de Justice	51 403 100	(343 400)	51 059 700
8	Affaires juridiques	48 087 100	197 300	48 284 400
Total partiel, titre III		99 490 200	(146 100)	99 344 100
Titre IV. Coopération internationale pour le développement				
9	Affaires économiques et sociales	163 789 000	(424 500)	163 364 500
10	Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	11 579 100	(2 669 000)	8 910 100
11	Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l’Afrique	17 010 400	(2 925 200)	14 085 200
12	Commerce et développement	147 915 300	(419 200)	147 496 100
13	Centre du commerce international	39 454 900	(559 200)	38 895 700
14	Environnement	34 510 700	(1 860 600)	32 650 100
15	Établissements humains	23 130 300	1 892 900	25 023 200
16	Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	43 938 300	(82 900)	43 855 400
17	ONU-Femmes	15 356 500	(36 400)	15 320 100
Total partiel, titre IV		496 684 500	(7 084 100)	489 600 400
Titre V. Coopération régionale pour le développement				
18	Développement économique et social en Afrique	150 951 900	(3 777 800)	147 174 100
19	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	102 515 700	(2 167 900)	100 347 800
20	Développement économique en Europe	72 532 600	2 930 000	75 462 600
21	Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	114 050 000	3 063 600	117 113 600
22	Développement économique et social en Asie occidentale	72 073 800	1 913 100	73 986 900

		Montant approuvé dans les résolutions 69/263 A, 69/274 A et 69/274 B	Augmentation/(diminution)	Montant définitif des crédits
Chapitre		(dollars É.-U.)		
23	Programme ordinaire de coopération technique	57 792 200	(995 400)	56 796 800
Total partiel, titre V		569 916 200	965 600	570 881 800
Titre VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires				
24	Droits de l'homme	208 381 700	1 839 500	210 221 200
25	Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	90 868 900	(1 187 700)	89 681 200
26	Réfugiés de Palestine	55 302 400	38 400	55 340 800
27	Aide humanitaire	119 777 300	(705 500)	119 071 800
Total partiel, titre VI		474 330 300	(15 300)	474 315 000
Titre VII. Information				
28	Information	190 079 900	(535 100)	189 544 800
Total partiel, titre VII		190 079 900	(535 100)	189 544 800
Titre VIII. Services communs d'appui				
29A	Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	56 736 200	461 800	57 198 000
29B	Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	37 179 500	12 273 200	49 452 700
29C	Bureau de la gestion des ressources humaines	77 412 200	(228 700)	77 183 500
29D	Bureau des services centraux d'appui	194 287 500	2 687 400	196 974 900
29E	Bureau de l'informatique et des communications	74 453 100	(775 600)	73 677 500
29F	Administration (Genève)	155 802 700	3 356 900	159 159 600
29G	Administration (Vienne)	40 929 800	(3 817 300)	37 112 500
29H	Administration (Nairobi)	31 467 900	188 600	31 656 500
Total partiel, titre VIII		668 268 900	14 146 300	682 415 200
Titre IX. Contrôle interne				
30	Contrôle interne	40 632 100	406 300	41 038 400
Total partiel, titre IX		40 632 100	406 300	41 038 400

		Montant approuvé dans les résolutions 69/263 A, 69/274 A et 69/274 B	Augmentation/(diminution)	Montant définitif des crédits
Chapitre		(dollars É.-U.)		
	Titre X. Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales			
31	Activités administratives financées en commun	11 411 400	188 200	11 599 600
32	Dépenses spéciales	143 660 200	(9 457 400)	134 202 800
Total partiel, titre X		155 071 600	(9 269 200)	145 802 400
	Titre XI. Dépenses d'équipement			
33	Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	109 864 500	1 618 600	111 483 100
Total partiel, titre XI		109 864 500	1 618 600	111 483 100
	Titre XII. Sûreté et sécurité			
34	Sûreté et sécurité	243 866 400	7 730 800	251 597 200
Total partiel, titre XII		243 866 400	7 730 800	251 597 200
	Titre XIII. Compte pour le développement			
35	Compte pour le développement	28 398 800	—	28 398 800
Total partiel, titre XIII		28 398 800	—	28 398 800
	Titre XIV. Contributions du personnel			
36	Contributions du personnel	509 428 400	(63 300)	509 365 100
Total partiel, titre XIV		509 428 400	(63 300)	509 365 100
Total		5 831 919 300	(23 353 800)	5 808 565 500

b) Le Secrétaire général est autorisé à virer des crédits d'un chapitre à un autre du budget, avec l'assentiment du Comité consultatif;

c) Outre les crédits ouverts à l'alinéa a ci-dessus, un crédit de 75 000 dollars, à financer par prélèvement sur le revenu accumulé du Fonds de dotation de la Bibliothèque, est ouvert pour chacune des années de l'exercice biennal 2014-2015, aux fins de l'achat de livres, de périodiques, de cartes et de matériel de bibliothèque et du financement des autres dépenses de la Bibliothèque du Palais des Nations (Genève) conformes à l'objet du Fonds et aux dispositions qui le régissent.

B

Montant estimatif final des recettes de l'exercice biennal 2014-2015

L'Assemblée générale

Décide ce qui suit en ce qui concerne l'exercice biennal 2014-2015 :

a) Le montant de 546 833 500 dollars des États-Unis qu'elle a approuvé à titre estimatif pour les recettes dans ses résolutions 69/263 B du 29 décembre 2014 et 69/274 B du 25 juin 2015 est majoré de 27 822 300 dollars, répartis comme suit:

	<i>Montant approuvé dans les résolutions 69/263 A, 69/274 A et 69/274 B</i>	<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Estimation finale</i>
<i>Chapitre des recettes</i>	<i>(dollars É.-U.)</i>		
1 Recettes provenant des contributions du personnel	513 890 900	(580 100)	513 310 800
Total partiel : chapitre premier des recettes	513 890 900	(580 100)	513 310 800
2 Recettes générales	37 897 100	29 001 500	66 898 600
3 Services destinés au public	(4 954 500)	(599 100)	(5 553 600)
Total partiel : chapitres 2 et 3 des recettes	32 942 600	28 402 400	61 345 000
Total	546 833 500	27 822 300	574 655 800

b) Les recettes provenant des contributions du personnel sont portées au crédit du Fonds de péréquation des impôts, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955;

c) Les dépenses directement imputables à l'Administration postale de l'Organisation des Nations Unies et les dépenses afférentes aux services destinés aux visiteurs, aux services de restauration et assimilés, à l'exploitation des garages, aux services de télévision et à la vente de publications qui ne sont pas couvertes par le crédit ouvert sont imputées sur les recettes provenant de ces services ou activités.

11. La Cinquième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

Bureau des Nations Unies pour les partenariats

L'Assemblée générale prend acte du rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies pour les partenariats¹.

¹ A/70/202.